

27 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Dijon, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, sur l'enjeu du deuxième tour, l'alliance électorale au sein de la gauche, les libertés, la qualité de la vie, les relations internationales, le développement régional, lundi, 27 avril 1981.

Mes chères Dijonnaises, mes chers Dijonnais, mes chères Bourguignonnes, mes chers Bourguignons,

Je suis venu passer avec vous cette première soirée du second tour de l'élection présidentielle, et je remercie M. le Sénateur Barbier, Monsieur Robert Poujade, Maire de Dijon de m'avoir accueilli et en même temps d'avoir interprété les sentiments de la population de Dijon et de la Côte d'Or, face à ce deuxième tour de l'élection présidentielle. J'aurai d'ailleurs l'occasion de leur répondre à l'un et à l'autre.

Pourquoi cette réunion, ce soir ?

Monsieur Barbier l'a dit, elle a été organisée de façon un peu précipitée, c'est vrai. Elle a néanmoins été organisée avec confiance, puisque sa date a été choisie avant le scrutin du premier tour, parce que je connais bien les Dijonnaises et les Dijonnais, et je savais quelle serait la réaction de la Bourgogne dans son grand choix national. Car c'est de cela qu'il s'agit maintenant. Je vais vous parler à la fois de ce choix national et je vous dirai quelques mots de votre grande région, et je terminerai par ce que nous devons faire ensemble dans cette campagne du second tour.

D'abord le choix national.

Depuis hier, la campagne pour l'élection présidentielle a changé de sens, et même changé de nature. C'était jusque-là une élection primaire. Cela devient maintenant un choix national. C'était une élection primaire, et chaque famille de pensée faisait normalement entendre sa voix. Et cependant le suffrage universel, la seule loi de notre République, m'a placé détaché, en tête des dix candidats, et devant Monsieur François Mitterrand.

Je le dis en particulier devant nos amis de la Nièvre.

J'en suis heureux, fier et, comme je le disais hier soir, j'en suis aussi touché.

On m'avait posé la question, pendant la campagne est-ce que le fait d'être un Président est un handicap ? J'avais répondu : oui, c'est un handicap, puisqu'on vous impute tout ce qui s'est passé de difficile en France pendant 7 ans. Je n'ai entendu personne m'imputer, si je puis dire, tout ce qui s'était passé de positif en France pendant 7 ans. (applaudissements)

C'était donc un handicap, et je l'ai accepté comme tel. J'ai été heureux, fier, et touché de ce que les Françaises et les Français, dans la quasi-totalité des départements de notre pays, dont des villes qui ont des municipalités d'opposition, m'aient néanmoins presque partout placé en tête. C'est pourquoi, je suis maintenant prêt à me battre et à gagner. (applaudissements)

Je vais vous dire comment, désormais. D'ailleurs, Robert Poujade le rappelait tout à l'heure, Monsieur Mitterrand qu'il le veuille ou non - et je reviendrai sur ce point - parle aussi au nom des

communistes.

Pour ma part, je représenterai donc toutes celles et tous ceux qui, dans ce pays, dans notre pays, refusent la société marxiste et bureaucratique. (applaudissements)

Je ressens la responsabilité et les devoirs.

La responsabilité : je vais répondre sur ce point aux réflexions constructives que nous faisait à l'instant le maire de Dijon. La responsabilité, c'est de réunir ce qui a été un moment désuni. Il faut le faire franchement, simplement, cordialement. Chacun doit pouvoir occuper dans ce combat une place digne de sa capacité.

Et pour vous exprimer ce que sera mon attitude dans ce deuxième tour, j'emploierai une image sportive, une image donc que les jeunes Dijonnaises et Dijonnais vont peut-être comprendre plus facilement que d'autres.

Nous venons de disputer un match de sélection. Ce premier tour auquel vous faisiez allusion, c'était un match de sélection. Je n'ai jamais dit que je considérais comme anormal que qui que ce soit s'y présente. Je vous rappelle qu'à mes yeux, c'était en effet une élection primaire. Nous venons donc de disputer un match de sélection avec ce qui est normal, l'ardeur des équipes.

Eh bien, faisons le même geste que ceux qui, en rentrant aux vestiaires, veulent témoigner que l'esprit sportif est plus fort que les accrochages qui ont eu lieu sur le terrain. Faisons comme eux - et les jeunes me comprendront - procédons à l'échange des maillots. (applaudissements)

Le devoir, mon devoir dans ce second tour, c'est de rassembler sur les objectifs essentiels, la grande majorité des Françaises et des Français.

Ces objectifs essentiels, que sont-ils ? Le maintien des institutions de la Vème République, que j'ai maintenues de 1974 à 1981, comme d'ailleurs je m'y étais engagé, dans l'état intact où je les ai trouvées, où me les avait laissés la disparition prématurée de mon prédécesseur, le président Pompidou.

Deuxième enjeu : le maintien d'une société de liberté et des initiatives pour la France. Je souhaite que le débat maintenant, en se simplifiant, aborde les vrais problèmes de la politique française, ces problèmes que, peut-être, le tumulte inévitable du premier tour a partiellement dissimulé.

Je commencerai donc ce soir à Dijon.

Le premier problème, le plus important, celui qui décidera de la solution des autres, le premier problème est politique : avec qui Monsieur Mitterrand veut-il gouverner ? Avec qui moi-même, si je suis élu, ai-je l'intention de gouverner ?

Les Français ont le droit de le savoir, et de le savoir clairement avant de choisir. Et que Monsieur Mitterrand n'y ait pas encore répondu, et répondu clairement, est un défi à l'intelligence et à la patience des Français. (applaudissements)

Je vais donc répondre pour lui. Dans cette campagne qui commence, je vous le dis tout de suite, je n'attaquerai pas l'homme, je n'en ai pas le goût, je ne l'ai jamais fait, ceci est contraire aux principes constants de ma vie publique. Je souhaiterais d'ailleurs que cet exemple fut plus largement imité.

Par contre, naturellement, j'apporterai mes réponses, mes explications sur l'enjeu du débat politique.

Monsieur Mitterrand gouvernerait avec ceux qui l'auraient élu. Et qui aurait élu Monsieur Mitterrand ? Les communistes, sans lesquels il n'a pas de chance, il n'a pas de possibilité d'être élu et de devenir Président de la République.

Pourquoi donc Monsieur Mitterrand ne répond-il pas franchement à Monsieur Marchais quand celui-ci pose une question qu'il peut légitimement poser, à laquelle je réponds naturellement tout de suite, en ce qui concerne les différentes composantes de la majorité, c'est-à-dire lorsque Monsieur Marchais réclame sa part de responsabilité et des Ministres au Gouvernement ?

C'est sans doute parce qu'il espère attirer les voix anticommunistes du centre, mais il n'est pas possible de vouloir à la fois les voix des communistes et des anticommunistes, parce qu'on ne peut pas vouloir à la fois l'alliance de l'eau et du feu. Et c'est pourquoi mon concurrent, dans cette campagne, ne peut réussir que dans l'équivoque, dans le brouillard de la pensée, dans la brume des idées, dans les silences sur les conséquences du choix des Français.

En effet pour être élu et ceci est une simple constatation partant aux alentours des 26 % des

En effet, pour être élu, et pour et une simple constatation, partant aux alentours des 20 % des voix, Monsieur Mitterrand a besoin de toutes les voix communistes, et il n'en a pas besoin une fois, il n'en a pas besoin deux fois, il en aurait besoin constamment. Il en a besoin une fois pour sa propre élection, il en a besoin une deuxième fois pour les élections législatives, car sitôt finie l'élection présidentielle, c'est-à-dire après l'expiration de l'actuel Président de la République, à partir de la fin du mois de mai, Monsieur Mitterrand a dit qu'il dissoudrait l'Assemblée Nationale, comme si notre pays avait besoin d'une nouvelle campagne électorale et d'un festival électoral permanent qui dure maintenant depuis plusieurs mois... (applaudissements)... et qui se prolongerait pendant tout le printemps.

Ce ne sont même plus, Monsieur Sordel, les céréales de printemps, ce sont les céréales d'hiver, Il faut maintenant pour obtenir le résultat d'une élection, semer à l'automne pour récolter au mois de juillet suivant.

La France ne peut pas vivre dans un festival électoral permanent. Elle doit traiter les grands problèmes qui se posent au pays, et c'est pourquoi je rappelle que je n'ai pas l'intention de dissoudre l'Assemblée Nationale et que je souhaite qu'elle puisse travailler jusqu'au terme de son mandat normal. Je suis persuadé d'ailleurs que tous les élus de la majorité de la Côte d'Or, les uns à côté de moi, les autres dans cette salle, apporteront leur concours à la vie de cette majorité jusqu'à son terme naturel.

Donc, il aurait besoin deux fois des voix communistes et ceux qui, dans l'Assemblée nouvelle, soutiendraient son gouvernement, seront soit communistes, soit élus grâce au renfort indispensable des voix communistes.

Et puis après, il faudra vivre, il faudra gouverner, il faudra faire voter les lois. Avec les voix de qui ? Monsieur Mitterrand, qu'il le veuille ou non, ne pourra pas se passer des communistes. Ils font partie de son système, ils seront à son gouvernement pour cinq ans. Ne faites pas de calcul à la légère à cet égard, ils seront dans sa majorité pour cinq ans. Pourquoi faire ? Ils ne s'en cachent pas, pour commencer à bâtir ou à introduire en France une société communiste.

Je sais que certains d'entre vous pensent : Monsieur Mitterrand est rusé. Une fois élu avec les communistes, il saura bien s'en débarrasser. Peut-être en effet est-ce son idée et celle de certains de ses amis, au Parti socialiste.

Eh bien, il est temps de se réveiller, car le rêve va devenir cauchemar. On ne bâtit pas une politique, on ne conduit pas la vie d'un grand peuple sur la tromperie. Et d'ailleurs on ne trompera pas le Parti communiste, car la ficelle est trop grosse.

Monsieur Paul Ramadier a chassé les communistes du Gouvernement, en Mai 1947, mais quelques mois plus tard - les plus anciens d'entre vous s'en souviennent - les grèves chassaient Paul Ramadier du Gouvernement.

Est-ce donc le désordre que souhaite le pays ? Est-ce à partir du désordre que nous allons faire le choix de l'avenir ?

Je vous dis : si Monsieur Mitterrand est élu, ce sera ou l'ordre communiste, ou le désordre socialiste. Voilà le problème central. (applaudissements)

Et tout le reste en découle.

J'ai essayé, au début de cette campagne, d'éclairer votre choix. Je pense d'ailleurs que la suite de ces deux semaines le rendra plus clair et quel est le programme de mon concurrent dans ce débat ? Il n'est pas facile de répondre, mais en cherchant bien, on trouve la réponse. On la trouve dans le programme socialiste imprimé en 1980 et dont je vous invite à la lecture, étant convaincu que cette lecture n'a aucune chance de vous persuader, mais aura peut-être celle d'éclairer certaines des conséquences de votre choix.

Le programme de mon concurrent n'est pas social-démocrate, c'est un programme marxiste, et ceci est écrit explicitement et c'est un programme qui s'inscrit dans la poursuite du programme commun de gouvernement signé en 1972 : la nationalisation des principaux secteurs de l'économie, y compris maintenant l'automobile et la sidérurgie, les offices fonciers, cantonaux pour l'agriculture, la mainmise de l'Etat sur l'école, sur la culture, sur les associations et les organisations de loisirs, tout ceci constitue bien un programme marxiste.

Que dit-il en effet ? Que l'appropriation sociale des moyens de production n'est sans doute pas la

condition suffisante du socialisme, mais qu'elle en reste la condition nécessaire, dans cette campagne où on a vu s'exprimer - j'y reviendrai - les forces vivantes de la liberté économique et de la liberté d'entreprise en France. Sachez que l'alternative, c'est l'appropriation sociale des moyens de production.

Que dit d'ailleurs le rédacteur du projet socialiste ? Il dit - je le cite - que ce projet est eurocommuniste.

Est-ce que les Françaises et les Français, est-ce que les Bourguignons et les Bourguignonnes veulent d'une pareille politique ? Je suis sûr qu'ils n'en veulent pas. On ne peut les y conduire que par l'équivoque et par la tromperie, en essayant de transformer un certain nombre de thèses explicables, compréhensibles, de mécontentement, en tromperie politique.

Non, la France ne peut pas s'empêcher d'être ce qu'elle est, une grande nation libre, moderne et dynamique, pour faire un demi-tour en arrière et choisir à contre-courant de l'histoire, le marxisme du siècle dernier dont plus personne ne veut en Europe.

Voilà le premier aspect du choix. (applaudissements)

Vous avez parlé tout à l'heure de la campagne du premier tour, et vous avez dit - c'est Robert Poujade qui l'a dit - qu'il y avait, dans cette campagne, des messages. J'ai retenu, en effet, trois messages dans cette campagne. Il y en a peut-être d'autres, nous y reviendrons.

Trois messages :

Le premier n'est pas du tout pour lui une surprise. Je dirai que c'est plutôt une confirmation : c'est le message de liberté. Il y a longtemps que, dans ma vie publique, j'ai pris, vous le savez, l'étiquette de libéral de progrès. Peut-être n'en avais-je pas suffisamment perçu la force et l'ampleur dans telle ou telle catégorie de notre population. Ce message, c'est que la société française ressent dans ses couches les plus actives, et notamment parmi les Français installés à leur compte, un besoin puissant de liberté, d'initiative et de responsabilité. Qu'ils souhaitent voir libérées davantage les forces productives du pays, voir rejetés les contrôles insidieux et les réglementations abusives, voir s'alléger le poids étouffant de la paperasse que des dizaines d'années de tradition administrative font peser sur la vie de notre pays.

Ce message était utile. Il est bon qu'il se soit exprimé et je compte y répondre, parce que je ne l'ai pas fait avant le premier tour à Marseille, plus concrètement dans la réunion que je tiendrai à Paris le 3 mai prochain.

Le second message de la campagne, celui-ci m'a été exprimé dans des rencontres avec les Françaises et les Français, et ceux qu'on appelle les petits candidats et qui disposent naturellement d'une plus grande liberté de ton, puisque la probabilité de leur exercice des responsabilités est moins grande, l'ont exprimé souvent avec justesse.

Quel est ce message ?

C'est qu'il existe une aspiration collective à un meilleur cadre d'existence, à un nouveau rythme de vie, à une plus grande qualité de vie, plus riche et plus diversifiée, une aspiration qui déborde les textes, les lois, les procédures et qui englobent une nouvelle éducation et une nouvelle culture, je reviendrai tout à l'heure à ma réponse à ce message.

Le troisième message qui est nouveau, c'est l'accord profond des Français pour une France indépendante, assurant sa défense et conduisant la bataille de la paix, et c'est un grand progrès par rapport au passé récent où les Français étaient divisés sur ce sujet.

Ce message, ce double message, sur la sécurité de la France et sur l'action de la France en faveur de la paix, il n'est pas venu des candidats, il est venu des Françaises et des Français eux-mêmes, et je l'ai entendu se manifester dans toutes les grandes réunions.

C'est pourquoi nous poursuivrons notre effort de défense indépendant pour doter la France des moyens de sa sécurité, comme d'ailleurs le fait un Ministre champenois, voisin, Robert Galley.. (applaudissements).. qui, vous, le savez, à l'heure actuelle, gère avec beaucoup d'autorité notre Ministère de la Défense. Et, en même temps, nous continuerons le combat pour la paix.

La grande vocation internationale de la France est nécessaire pour assurer à chacun la paix en Europe et pour répondre aux aspirations de notre jeunesse. Que personne ne s'y trompe, la jeunesse française accepte les efforts qu'on lui demande pour assurer notre sécurité, elle l'accepte

mais à condition que cet effort ne traduise pas de notre part une politique belliciste ou irresponsable, c'est-à-dire que nous combinions la sécurité de la France et la bataille pour la paix. Je sais gré à ceux qui, dans cette campagne, ont contribué à leur manière à l'expression de ces messages.

J'en viens donc maintenant à mes perspectives.

Nous avons entendu les messages, nous avons participé au premier tour, que proposons-nous aux Français ? De construire ensemble une société. qui réponde à leurs aspirations essentielles, une société de liberté et de responsabilité, une société plus juste, même si le mot a été peu prononcé dans la campagne, une nation forte et paisible, une société d'espoir pour la France et pour les Français.

D'abord, une société de liberté et de responsabilité. Le modèle marxiste substitue les bureaux et les comités à l'individu, substitue l'uniformité à la diversité, le règlement à l'initiative, le pouvoir central au pouvoir des citoyens, C'est pourquoi nous sommes contre. Nous sommes contre la bureaucratisation et l'étatisation de la France. Nous sommes contre la croissance indéfinie des charges obligatoires qui prélèvent la moitié des revenus, même les plus modestes, pour des usages qui, souvent, échappent à notre appréciation individuelle. Les charges obligatoires ne doivent plus augmenter en France et même, lorsque le chômage commencera à être compensé, nous pourrons les réduire.

Ce que nous voulons, au contraire, c'est une société bâtie par l'individu et pour l'individu, où l'initiative ne soit pas pourchassée mais récompensée, où chacun, homme et femme, participe aux décisions qui le concerne.

Nous sommes en réalité, je m'adresse aux historiens qui sont à cette tribune, j'en aperçois un certain nombre parce qu'il y a beaucoup d'élus bourguignons qui ont fait des études intellectuelles fort poussées, nous sommes les vrais révolutionnaires du temps présent, c'est-à-dire ceux qui s'inscrivent dans la tradition libérale de 1789. La révolution de 1789 c'était une révolution pour la liberté et pour l'individu, Tous les grands textes, toutes les grandes lois ont été des lois de libération de l'individu. Par contre, nous ne sommes pas dans la tradition des révolutionnaires de 1848, c'est-à-dire la révolution vouée à l'échec et qui s'est, chaque fois, terminée en France par des soubresauts malheureusement sanglants.

Nous voulons une société plus juste et plus solidaire. D'ailleurs, si la campagne électorale s'est déroulée dans ce calme démocratique, c'est parce qu'en sept ans, nous avons fait progresser la justice en France. Je vous demande d'y réfléchir. Sept ans de crise, que nous n'avons pas le pouvoir d'effacer, sept ans de crise, la crise la plus grave connue depuis 1930, n'auraient-ils pu engendrer en France de convulsions politiques ou sociales ? Comment expliquez-vous que la France de l'abondance ait connu la secousse de mai 1968 et que nous ayons évité à la France en crise, la secousse de mai 1978 qui n'a pas eu lieu ? C'est parce que nous avons pratiqué pendant toute cette époque une politique de justice et de solidarité. Malgré la crise, au cours de ces sept ans, nous avons réduit les inégalités, et, d'ailleurs, les Français modestes s'en souviennent.

Regardez la carte des élections, regardez les votes dans certaines villes avec des municipalités d'opposition, vous verrez que les Français modestes, et notamment dans les grandes zones de travail de notre pays - je pense par exemple aux départements du Nord - j'ai été placé en tête de tous les candidats, et ceci pour la première fois depuis longtemps.

Comment, si nous avons pratiqué une politique ressentie comme injuste et comme réactionnaire, aurions-nous obtenu un tel résultat ?

C'est pourquoi nous devons continuer à respecter notre esprit de justice et de solidarité, et je souhaite qu'au soir du second tour, il n'y ait pas d'un côté les égoïstes et, de l'autre, la solidarité. Je souhaite que la solidarité soit avec nous parce que nous avons été capables de faire progresser la justice depuis sept ans.

Je voudrais une France où il soit plus facile de vivre.

Une société aussi où il soit plus facile de vivre, et je vous dirai que c'est un sujet qui m'est cher & je ne vais pas le traiter complètement devant vous ce soir, mais je vais y faire allusion, et j'ai été heureux que la Campagne ait montré que ce sujet intéressait aussi les Françaises et les Français.

Un peu de mémoire : avant 1974, nous étions condamnés à des villes inhumaines, avec ces

un peu de mémoire : avant 1974, nous étions condamnés à des villes immenses, avec des grands ensembles, générateurs de solitude et, malheureusement, souvent de délinquance, à des usines plus polluantes, à des rivières empoisonnées, à des espaces naturels en peau de chagrin, à un littoral en voie de destruction - et M. Robert Poujade le sait bien puisqu'il a été un des premiers à en prendre, avec efficacité et intelligence, la défense ! (applaudissements)

C'est pourquoi, dès 1974, et d'ailleurs dans la ligne de ce qui venait d'être entrepris auparavant, j'ai défini ce que j'ai appelé la croissance à la française, une croissance respectueuse des hommes, du cadre de vie, des équilibres naturels.

Désormais, la superficie des espaces naturels protégés en France dépasse celle de toutes les zones construites et la forêt française, qui diminuait tous les ans, a cessé de diminuer et elle s'accroît et la pollution de l'air et de l'eau se réduisent, le littoral - je vous prends à témoin, a été protégé et sauvé et les jeunes ménages s'installent dans des maisons individuelles, et je serais tenté de dire, dans une telle Campagne : " Cessez d'écouter, regardez. Prenez votre voiture, comme je le fais souvent moi-même, circulez au voisinage des grandes villes, ou des petites villes et vous verrez ces maisons individuelles, ces 1.840.000 maisons individuelles construites pendant le septennat " Toutes les tendances défavorables ont été renversées.

Le progrès tuait lentement la nature, tuait aussi la vie animale. Aujourd'hui, le progrès commence à sauver la nature.

Pour le septennat nouveau, je définirai dans quelques jours mon programme de la qualité de la vie, mais je voudrais en citer devant vous, ce soir, 4 têtes de chapitre :

- D'abord : achever de supprimer les grandes nuisances, c'est-à-dire mener la lutte contre le bruit et pour l'assainissement des grandes agglomérations.

- Ensuite, lancer un programme de lutte, c'est-à-dire de prévention contre tous les grands fléaux sociaux. La France, qui consacre beaucoup d'argent, et d'ailleurs un personnel de très haute qualité, dans ses efforts pour la santé, doit accentuer sa politique de prévention.

- Ensuite, mettre davantage l'écologie au service de l'emploi. Je proposerai, notamment, une accélération du programme d'économie d'énergie. Mon objectif est de parvenir en 1990, à ce que les économies d'énergie apportent autant d'énergie que le programme nucléaire, et si nous poursuivons la tendance actuelle, nous devons y parvenir.

4ème objectif : permettre à chacun de participer à la gestion de son cadre de vie. J'ai dit, quoique ce sujet soit controversé parmi les élus, que j'étais personnellement favorable à l'institution du référendum communal et à la reconnaissance d'un droit de pétition aux habitants des communes

Ceci peut se faire avec, bien entendu, les procédures appropriées, par amendement au projet de loi sur le développement des responsabilités locales.

Et j'ai également évoqué, dès le début de ma Campagne, la possibilité de ce que j'appelle un référendum à la Suisse, c'est-à-dire un référendum dont lequel les hautes institutions politiques, par exemple le Président de la République, ne s'engagent pas personnellement, mais interrogent, là aussi suivant une procédure appropriée, les Françaises et les Français pour qu'ils fassent part de leur sentiment sur un grand sujet d'intérêt national et, dans le même esprit, le projet de budget pour 1982 comportera une réforme du régime fiscal des Associations, pour encourager et favoriser le développement des Associations en France. Un sénateur du Bas-Rhin est chargé d'étudier ce sujet et mon objectif serait qu'à partir de 1982 des Associations puissent se voir confier des tâches d'intérêt général, telle que la gestion d'espaces naturels protégés qui, au lieu d'être aérés par des structures administratives, seraient gérés au contraire dans l'esprit d'association, je dirai dans un certain esprit mutualiste, ou la responsabilité d'action de protection de l'environnement.

Voilà pour la qualité de la vie. J'y reviendrai au cours de ma Campagne.

Et, à ce propos, je voudrais vous faire part d'une décision symbolique, parce que très souvent, sur ces sujets, on parle et on conduit une action qui est plus ou moins en contradiction avec les propos que l'on tient : j'ai demandé à celles et à ceux qui ont travaillé avec moi dans cette Campagne de prendre l'initiative, à partir d'aujourd'hui, d'enlever les affichages sauvages qui ont été mis en mon nom, sur les arbres de Paris et sur les rives de la Seine, et ce sera l'occupation

de ceux qui me soutiennent.. (applaudissements) dans les jours à venir, et naturellement s'ils les nettoient, ils seront invités à ne pas en remettre d'autres d'ici le 2ème tour, et une telle action devra naturellement être conduite en liaison avec la Municipalité de Paris.

Troisième objectif : une nation forte et paisible.

Je ne sais pas si vous vous souvenez que, dans une des Conférences de presse que j'ai tenues, au printemps de 1976 j'ai dit, parce que je poursuis toujours les mêmes objectifs, que je voulais que la France devienne une démocratie forte et paisible, forte c'est-à-dire appuyée sur des institutions solides. Monsieur Mitterrand n'a jamais admis les institutions de la Vème République & il a d'ailleurs gardé, je dirai que c'est à son honneur, une attitude constante à cet égard. J'ai été le témoin - je ne sais pas si Chamant - je regarde qui est-ce qu'il y a derrière moi, j'ai bien vu Chamant mais je ne sais pas s'il y avait d'autres parlementaires, je crois que c'était le seul - se souvient, - à l'Assemblée Nationale, au printemps de 1958, de cette scène extraordinaire qui était l'arrivée du Général de Gaulle à l'Assemblée, scène je dis bien extraordinaire.

Quelques jours auparavant - vous étiez là Chamant - un député, - je me souviens très bien de qui d'ailleurs, est monté à la tribune et a dit : " Eh bien, vous savez, la crise est très grave et il faudrait sans doute envisager de faire appel au Général de Gaulle "... tumulte dans l'hémicycle, tous les députés se lèvent, les communistes entonnent un hymne, qui était d'ailleurs, je crois, le Chant du Départ, et on invite le Président de l'Assemblée à expulser le député de la tribune - tout ceci figure dans les comptes rendus des travaux de l'Assemblée Nationale. Dix jours après, nous étions en séance, le Général de Gaulle arrive & il portait un costume gris, croisé & il entre et il s'assied, et il dit quelque chose du genre de... " Croyez bien que je ressens, Messieurs, l'honneur de me trouver parmi vous " Je n'ai jamais relu le texte depuis, vous le regarderez dans les comptes rendus de l'Assemblée Nationale, je crois que c'est ce qu'il a dit. Nous étions en séance et nous avons eu à nous prononcer sur l'élaboration de la Constitution de la Vème République. Deux députés se sont levés pour parler contre. L'un d'entre eux, je m'en souviens, était M. Mitterrand. Il n'a jamais changé depuis... (applaudissements) Qui, d'ailleurs, traitait le Général de Gaulle de dictateur.. je cite : " de dictateur, de Roi Dagobert ", qui traitait Georges Pompidou de monarque, - si vous me permettez de dire " déjà ? " C'était M. Mitterrand.. (applaudissements) Si les paroles fuient, les écrits demeurent, ils sont abondants, ils doivent être rafraîchis et réédités dans les mémoires, et je veillerai à ce qu'il en soit ainsi au cours de cette Campagne !

(applaudissements)

Depuis 1958, les Françaises et les Français n'ont pas cessé de manifester par leurs votes leur attachement aux institutions de la Vème République.

J'ai déjà dit, au cours de mon septennat, et je le redis ce soir, que si je suis élu, je maintiendrai tant que je serai là nos institutions dans l'état exact où je les ai recueillies de mes prédécesseurs et, en particulier, l'exécutif sera préservé des excès des partis politiques.

Dans un certain nombre de propositions qui vous sont présentées, il y a l'ombre d'un pouvoir politique faible, et je vous dirai qu'on propose, dans toute cette Campagne, à la France, de faire un demi-tour en arrière et, notamment, sur le plan des institutions, de revenir, c'est tout à fait naturel, aux institutions de 1958, mais alors je vous préviens, dans le monde dangereux où nous vivons et où nous allons vivre, malheur aux peuples, et malheur au peuple français, s'il se dotait d'institutions politiques faibles.

Une France forte, elle ne l'a jamais été autant, sa défense est plus assurée que jamais. J'ai fait ce qu'il fallait pour cela, avec bien entendu la participation des Gouvernements successifs et les votes de la majorité, de la seule majorité, qui apportaient les moyens nécessaires à notre défense & naturellement, je continuerai.

Une France forte mais paisible, paisible à l'extérieur, paisible à l'intérieur & en Europe, où notre accord fondamental avec l'Allemagne fédérale, accord que j'ai développé sans relâche au cours de ce septennat, entraîne, chacun en prend conscience, des conséquences historiques & accord aussi, ou rapports avec les pays pauvres, vis-à-vis desquels nous entretenons des relations confiantes et amicales et vis-à-vis desquels la France doit garder son visage de générosité et de compréhension & dialogue entre l'Est et l'Ouest, où la compétition pour la puissance a repris,

dialogue mené, bien entendu, dans la fidélité à nos alliances qui n'ont jamais, à aucun moment, été remises en cause au cours du septennat et qui ne le seraient à aucun moment dans le septennat nouveau.

Sur tous ces points, la France se bat et se battra pour la paix.

Enfin, une société d'espérance, La France n'est pas ce qu'on vous a décrit. Ce n'est pas un pays de ratés et d'incapables. Ce n'est pas un pays discrédité dans le monde et dont le Président de la République serait traité par dérision,, D'ailleurs, ceux qui ont eu à cet égard ces paroles imprudentes et blessantes, non pas pour moi mais pour la dignité de la France, je ne les ai pas vus entretenir ces dialogues avec les grandes responsables du monde, je ne les ai pas vus accueillis avec les égards qui étaient réservés au Président de la République Française lorsqu'il participait d'égal à égal à tous les grands débats du monde. D'où tirent-ils ce jugement singulier, si ce n'est de leur propre désir de nuire !

La France est un grand pays moderne et dynamique, dans cette crise, malheureusement la plus grave que le monde ait connu depuis 1930 et le rang de la France n'a pas reculé, c'est le contraire.

On vous le montrait tout à l'heure sur ces images, mais chacun de vous a les moyens de s'informer dans sa profession, dans son activité, dans sa spécialité, la France, au contraire a continué de progresser. Elle a progressé dans la crise, elle a progressé par rapport aux autres. Des nations voisines parmi les plus puissantes ou parmi les plus anciennes, ont vu leur production régresser, ont vu leur niveau de vie baisser, voient encore en 1981 leur production régresser. Pendant toute cette période, la France dans la difficulté, a avancé.

Comme d'autres, nous avons à résoudre le difficile problème de l'emploi. Nous avons dépensé beaucoup d'efforts et j'en rends justice aux Ministres du Travail successifs que nous avons eus, qui y ont consacré beaucoup de leur temps, beaucoup de leur peine, beaucoup de leur cœur, et je pense en particulier à M. Matteoli qui est actuellement responsable.. (applaudissements)... de ce difficile problème.

Nous surmonterons ce problème. J'ai proposé un programme précis, j'ai pris l'engagement de donner un emploi et une formation à tous les jeunes. De même que j'ai tenu l'engagement pris en faveur des personnes âgées, de même je tiendrai l'engagement pris en face de l'ardente, capable, active et sympathique jeunesse française; (applaudissements)... à laquelle je dédie le second tour de cette campagne, comme je l'ai fait pour le premier.. (applaudissements); cette jeunesse à laquelle on était tenté de ne pas faire confiance, dont on se méfiait, ou même que l'on craignait, cette jeunesse qui, introduite dans la consultation politique, n'a modifié en rien, si ce n'est sans doute dans le bon sens, la proportion de ceux qui soutiennent notre politique par rapport à ceux qui choisiraient la politique inverse et, donc, la politique française va continuer à m'accompagner dans le deuxième tour des élections. (applaudissements)

Je voudrais que nos compatriotes comprennent ce que sont les chances réelles de la France. Je voudrais qu'ils sachent que nos grandes écoles, que nos universités, que nos ingénieurs, que les secteurs entiers de notre formation professionnelle, technique ou générale, que notre maîtrise, que nos ouvriers sont aujourd'hui vraiment parmi les meilleurs du monde. Je voudrais que nos compatriotes sachent que nos industries, que notre agriculture sont en tête du progrès technique et que nous avons l'intention de les y maintenir,

Notre société de liberté permet à chacun de saisir ses chances et à chacun et, notamment à la Bourgogne. Vous me permettrez, puisque vous êtes venus si nombreux pour cette réunion, de vous dire un mot sur votre région.

C'est un débat national, c'est vrai. Je suis déjà venu en Bourgogne, c'est vrai. Néanmoins, vous ne comprendriez pas, sans doute, que, parlant à une région qui fut jadis la rivale, avec même, pendant quelques décennies, une sorte de supériorité sur le Royaume de France, j'en ignore les problèmes ou les perspectives. Je dirai à M. Poujade - c'est un bon exemple - qu'il me semble que ces cicatrices ont été refermées depuis. (vifs applaudissements)

D'ailleurs, je ne vais pas ouvrir un livre d'histoire. Je vous rappelle que les Ducs de Bourgogne étaient des Capétiens, étaient des membres de la même famille. On avait l'impression que c'était une famille tout à fait ennemie, avec laquelle on faisait toutes sortes de guerres, mais, en réalité

une famille tout à fait ennemie, avec laquelle on faisait toutes sortes de guerres, mais, en réalité, ils descendaient du même tronc commun, de la même famille, ils appartenaient, en quelque sorte, à la majorité de l'époque. (applaudissements).

Depuis sept ans, la Bourgogne a connu une évolution économique qui n'a pas tout réglé, qui laisse même dans telle ou telle ville, ou dans tel ou tel secteur, des problèmes difficiles, mais qui se compare favorablement à la moyenne nationale. Les effectifs salariés en Bourgogne ont augmenté d'environ 12 %. Un effort sans précédent a été fait dans le domaine des communications et la Bourgogne, qui ne l'avait pas, à l'époque, quand je suis venu en 1978, a, aujourd'hui, une liaison autoroutière avec l'Alsace et avec l'Allemagne Fédérale. Demain, elle aura une liaison autoroutière avec la Lorraine. Le train à grande vitesse apporte à votre région la technologie de pointe des chemins de fer de l'An 2.000, et la région est et centre est de la France sera la première en Europe, la première par rapport au Continent américain, à être dotée de cette technique de chemin de fer.

Comme je m'y étais engagé ici même à Dijon, quand je dis ici même, ce n'était pas dans cette salle, c'était dans la salle de la Mairie.. dans la salle des Etats, à côté du Musée, le Rhône est désormais entièrement réalisé à grand gabarit entre Lyon et la Méditerranée, et nous allons maintenant pouvoir engager les travaux entre la Saône et le Rhin.

Dans cette Bourgogne qui est ainsi plus que jamais en mesure de profiter de sa situation géographique, vous voyez bien ce qui est en jeu le 10 mai prochain.

Il y a une autre communication dont je ne vous ai pas parlé, c'est la communication téléphonique. La Bourgogne était en retard au point de vue de l'automatisation, et vous savez très bien que depuis deux ans, toutes les communes de Bourgogne ont été dotées de l'automatique téléphonique.

Ce qui est en jeu le 10 mai, c'est aussi notre avenir industriel. Comment croire que les petites et moyennes entreprises bourguignonnes, dont le dynamisme est aujourd'hui remarquable, résisteront à l'accroissement des charges fiscales et sociales que nous promet le candidat de l'opposition, car vous savez qu'il envisage un programme de dépenses qui va être chiffré ces jours-ci par le Ministre du Budget, parce qu'après tout, c'est à lui de faire les comptes - je les faisais à l'époque et c'est maintenant sa responsabilité ! - et qui représente largement plus de 200 milliards de francs, c'est-à-dire plus de 6 fois le montant du déficit budgétaire actuel.

Dans une première phase, on vous dit : ceci sera payé, on verra comment, nous avons des ressources, etc. Mais vous savez parfaitement que la deuxième phase consistera à combler ce déficit. Or, qui le comblera ? Ce seront les entreprises, grandes, mais aussi petites et moyennes. Vous savez parfaitement que lorsqu'il y a un déséquilibre des régimes sociaux et que l'on propose un accroissement massif des dépenses, les cotisations sociales augmentent l'année suivante ! Et lorsque vous regardez cette facture, il faut savoir que c'est une facture qu'on vous enverra à domicile. Alors, comment ces petites entreprises françaises, actuellement à la limite de leurs difficultés dans tel ou tel domaine, réussiront-elles à survivre ?

Ce qui est en jeu aussi, c'est le programme électronucléaire. Ce même candidat propose le ralentissement du programme électronucléaire, sans doute pour placer la France davantage sous la coupe et sous la loi des pays exportateurs de pétrole qui décident à leur guise de notre approvisionnement et du prix de ce que nous achetons, mais vous savez quelles en seraient les conséquences pour les entreprises nationales. La région de Bourgogne est une de celles qui sont les plus engagées dans le programme industriel nucléaire, en Côte d'Or, en Saône et Loire et dans la Nièvre. Alors, n'allez pas attendre des créations d'emplois.. vous verrez au contraire s'allonger, à la porte des entreprises, la queue d'abord des chômeurs partiels, ensuite des demandeurs d'emplois.

Ce qui est en jeu enfin, c'est l'avenir de notre agriculture. J'ai noté et, d'ailleurs, là aussi, j'ai été touché, dans le premier tour de scrutin, que ces agriculteurs français qui ont connu des difficultés en 1979, en 1980, m'ont apporté largement leur soutien. Regardez les cartes publiées dans la presse montrant les régions, les sous-régions où il y a eu un vote qui dépasse la moyenne nationale. Les agriculteurs, bien qu'ils n'aient pas été favorisés par la nature ou par les prix au cours des deux dernières années, ont compris l'enjeu du scrutin. C'est parce qu'ils ont vu que

nous nous étions battus pour eux. Ils ont vu que la France l'a obtenu, à la date prévue, pour la première fois depuis dix ans, une augmentation des prix dont chacun sait qu'elle était sans doute inespérée, une augmentation qui profite davantage aux productions animales telles que celles de la Bourgogne et en particulier du nord de la Bourgogne. Si nous avons gagné à Bruxelles, c'est parce que le Président de la République a mis tout son poids personnel dans la balance, c'est parce qu'il a fait apparaître l'enjeu des décisions pour l'agriculture française et, alors que les sondages ne le disaient pas, disaient même le contraire, les agriculteurs eux, l'avaient mesuré, l'avaient compris et, à leur manière l'ont exprimé.

Comment croire, pour qui connaît l'Europe, qu'une France socialo-communiste, dont la philosophie politique serait complètement isolée dans la communauté européenne, aurait la même influence auprès de nos partenaires et obtiendrait la même solidarité ?

Les montants compensatoires monétaires que nous avons fait disparaître, à la première défaillance de notre monnaie vous les verrez augmenter à nouveau, vous les verrez atteindre les niveaux records qui ont été les leurs à la veille de l'élection de 1978, aux alentours de 20 %, souvenez-vous !

Voilà quel est l'enjeu pour l'agriculture.

Il faut savoir d'ailleurs que l'opposition n'a rien à proposer aux agriculteurs, si ce n'est la création d'offices fonciers communaux dont vous savez comment il faudrait les faire et dont vous savez à qui ils les distribueraient !

Dans le monde entier, la Bourgogne était déjà connue grâce à la qualité de son agriculture & elle est devenue aussi depuis sept ans l'une de nos régions industrielles de pointe.

L'industrie nucléaire, je le disais tout à l'heure, y emploie 5.000 personnes & des branches aussi spéciales que les aciers spéciaux,, les articles de sport, l'industrie pharmaceutique ont connu, et je le souhaite connaîtront, un développement remarquable.

M. le Sénateur Barbier tout à l'heure m'a fait déposer, avant que je n'entre, une petite caisse en bois pour me souhaiter la bienvenue & j'ai ouvert cette caisse, une petite caisse, et il y avait 2 bouteilles de Clos Vougeot 1926.. (applaudissements), mais je lui suggérerai - il est rare, quand quelqu'un vous fait un cadeau qu'on lui en demande un autre, seulement comme il est Président de mon Comité de soutien, on peut peut-être se permettre une certaine liberté.. - de me donner 2 bouteilles de 1981 que je m'engage à ne boire qu'en 1988.. (applaudissements)

Et j'en arrive avec vous à ma conclusion.

Cette France, dont je vous parlais tout à l'heure, cette France à laquelle nous voulons apporter la paix, la sécurité, l'espoir, cette France, elle n'est plus, pour la première fois depuis peut-être cent ans, l'homme malade de l'Europe & elle y symbolise au contraire la jeunesse, le dynamisme et l'efficacité.

Et cela, c'est dû, comme je vous le rappelais, à la qualité de nos institutions politiques et, en même temps, à la stabilité de l'action conduite sans désespérer depuis 1958.

Au-delà de ce résultat, la grande espérance de la France, c'est d'être parmi les toutes premières, un guide et une lumière dans un monde assombri par la violence, l'intolérance, les luttes fratricides.

Notre pays a été toujours le symbole de l'humanisme et du progrès & partout dans le monde il incarne encore les idées généreuses de la 1ère Révolution.

Rester à ce rang, y jouer le rôle auquel l'histoire nous destine, telle doit être notre ambition.

Ensemble, nous y parviendrons. Ensemble car, ce sera une de mes formules dans cette Campagne du 2ème tour, à une France rassemblée, rien n'est impossible ! (applaudissements)

Alors, les Françaises et les Français, vous toutes et vous tous, vous avez un choix à faire & je crois que rarement ce choix n'aura été aussi évident: d'un côté, la grisaille d'une société socialo-communiste, avec sa bureaucratie, sa contrainte et au-delà, ses désordres & l'actualité extérieure nous la décrit mieux que les discours, et, puisque vous êtes à l'heure actuelle les témoins quotidiens de ce qui se passe dans le monde, je vous pose la question : est-ce que la France, la France que nous connaissons, va faire à contre-courant le chemin douloureux de la Pologne ? (applaudissements)

Est-ce qu'au moment où nous voyons avec quelles difficultés, avec quel courage, avec quels risques, une société beaucoup plus éprouvée que la nôtre essaie de se dégager d'une certaine formule, d'une certaine conception politique, la France, par quelle aberration, par quel égarement, par quel paradoxe, irait à contre-courant de l'histoire ? Ce serait le choix du désordre, de la tristesse et du déclin !

L'autre voie, la nôtre, la seule d'ailleurs dont veuillent vraiment les Françaises et les Français, c'est le choix de la liberté, de l'espoir, du progrès et du bonheur.

Pendant deux semaines maintenant, inlassablement, je proposerai ce choix aux Français, avec vous tous, jusqu'à ce que le choix de la liberté et de l'espoir gagne, car il ne peut que gagner ! (applaudissements) Et, ce que je vous demande maintenant, c'est que nous fassions gagner ce choix ensemble.

Il y a un aspect trompeur dans la campagne présidentielle : comme il s'agit de voter pour quelqu'un, peut-être met-on trop l'accent sur le caractère personnel d'une telle élection & bien entendu, le Président a son rôle éminent à jouer et, bien entendu, le choix tient compte de ce qu'il est, mais c'est en réalité un choix collectif. Ce n'est pas la campagne d'un homme qui veut attirer à lui les suffrages de ses compatriotes, c'est beaucoup plus la campagne d'un homme qui veut entraîner avec lui les Françaises et les Français dans la voie qu'il croit être, comme j'en suis sûr, la meilleure pour la France.

C'est pourquoi ce n'est pas tellement ma campagne, c'est tout autant votre campagne et il vous reste 15 jours pour la faire.. (applaudissements).. dans le respect de ce que vous êtes, de votre façon de vivre, de vous exprimer de votre tempérament, de votre caractère, mais c'est votre campagne et c'est pourquoi au lieu de venir ici chercher les voix, je viens au contraire vous remettre, remettre entre vos mains, le sort de la France dont vous allez vous occuper, je le souhaite, pendant les deux prochaines semaines, car ce choix de la liberté et de l'espoir ne peut que gagner, mais nous le ferons gagner tous ensemble car nous voulons, tous ensemble, pour la France, la liberté, la paix le progrès et la justice.

Vive Dijon ! Vive la Bourgogne ! Vive la République, et qu'avec vous la France gagne.  
(vifs applaudissements)